

Pouvoir d'achat : les fonctionnaires bientôt de retour dans la rue ?

L'année 2019 risque d'être particulièrement agitée pour le gouvernement. Le maintien du gel du point d'indice de la rémunération des fonctionnaires pourrait les pousser dans la rue au printemps.

Une prime exceptionnelle de 1000 euros coûterait 5 milliards d'euros à l'Etat

2 milliards d'euros en année pleine. C'est ce que l'augmentation de 1 % du point d'indice des fonctionnaires coûterait aux finances publiques. Or, une telle augmentation, inférieure qui plus est à l'inflation, ne rapporterait que 15 euros de plus par mois à un fonctionnaire payé 2000 euros. C'est l'argument utilisé par Olivier Dussopt, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Comptes publics, pour justifier le maintien du gel.

Pragmatique, celui-ci a ajouté sur France Info qu'"l n'y a pas d'argent depuis longtemps, et nous dépensons actuellement 20 % de plus que ce que nous gagnons chaque année". Une manière détournée d'expliquer que le véritable déficit de l'Etat n'est pas de 2,8, ou 3,2 %, rapporté au PIB, mais bel et bien de 20 % d'une année sur l'autre ? C'est en effet le rapport entre les différentes recettes de l'Etat, et ses dépenses.

Les policiers ont obtenu une nette revalorisation de leur rémunération

Il n'empêche, ce discours de bon sens, qui n'est pas sans rappeler celui d'un ancien Premier ministre, François Fillon, qui se disait à la tête d'un "Etat en faillite", risque de ne pas être entendu par les syndicats. Qui semblent bien décider à engager le bras de fer avec le gouvernement, constatant que les gilets jaunes ont réussi à le faire plier, sur le thème du pouvoir d'achat.

Sans compter qu'une petite partie de la fonction publique, en l'occurrence, les syndicats de policiers, est parvenue à obtenir du pouvoir en place des hausses significatives de leur rémunération, entre 120, et 150 euros par mois, en fonction du grade, ainsi que le rattrapage progressif des millions d'heures supplémentaires impayées jusqu'ici... Autant dire que les syndicats de la fonction publique devraient probablement engager un bras de fer avec l'Etat, dès le mois de janvier. Pour tout bloquer au printemps ?